

## L'impact du financement non conventionnel sur l'inflation en Algérie The impact of unconventional financing on inflation in Algeria

GHARBI Fatima Zohra Ep. BELHADIA<sup>1</sup>, FELA Ayachi<sup>2</sup>

<sup>1</sup>Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed (laboratoire LAREGE),  
[gharbigfatimazohra@gmail.com](mailto:gharbigfatimazohra@gmail.com).

<sup>2</sup>Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed, [f\\_ayachi@hotmail.com](mailto:f_ayachi@hotmail.com).

Reçu le : 27-02-2020

Accepté le : 24-05-2021

### **Résumé :**

*Cette étude expose les différents amendements apportés par la loi sur la monnaie et le crédit n° 17-10. Elle a pour objectif d'étudier d'une part, les principaux indicateurs budgétaires et monétaires avant l'introduction du financement non conventionnel (2011-2016). Et d'autre part l'évolution prévisionnelle de la masse monétaire après l'introduction du financement non conventionnel 2017-2022 et de voir son impact sur l'inflation.*

**Mots Clés :** *masse monétaire, financement non conventionnel, Loi n°17-10, inflation.*

**Jel Classification Codes:** *E62; H50, F31, D99.*

### **Abstract:**

*This study describes the various amendments made by the law on money and credit n° 17-10. It aims to study, on the one hand, the main budgetary and monetary indicators before the introduction of unconventional financing (2011-2016). On the other hand, the forecast evolution of the money supply after the introduction of unconventional financing 2017-2022 and its impact on inflation.*

**Keywords :** *money supply, unconventional financing, Law No. 17-10, inflation*

**Jel Classification Codes :** *E62; H50, F31, D99.*

---

<sup>1</sup>Auteur correspondant : GHARBI Ep. BELHADIA, Fatima Zohra: [gharbigfatimazohra@gmail.com](mailto:gharbigfatimazohra@gmail.com)

## 1. INTRODUCTION

*Le financement non conventionnel ou la planche à billet, représente un moyen par lequel, on se fait procurer de l'argent sans contrainte, ni contrepartie de production. La relation entre la masse monétaire et la production des biens et de services, a été mise en évidence et en équation par l'économiste Iving Fisher (1867-1947) dans sa théorie quantitative de la monnaie ou il formule l'équation suivante :  $M.V = Q.P^2$ . Si nous supposant que  $V$  est stable pour simplifier les choses, et que  $M$  augmente, il faut que  $Q$  et/ou  $P$  augmentent pour pouvoir conserver l'équilibre de Fisher (olivier, Décembre 2011, P8).*

*On faisant appel à la planche à billet, qui reste une opération très simple, et sachant qu'avec cette opération  $M$  va augmenter à grande vitesse, on en vient à se demander si  $Q$ , qui représente la production des entreprises peut augmenter aussi vite et suivre la cadence pour garder l'équilibre.*

*En effet, pour avoir une augmentation de  $Q$ , il faudra que les entreprises aient plus de production, plus d'embauche, plus d'investissement, et plus de financement, etc. sachant que cela prend beaucoup de temps,  $Q$  l'activité de production ne pourra en aucun cas rivaliser de vitesse avec une planche à billet créatrice de milliards de signes monétaires  $M$ . dans cette situation avec  $M$  qui a grossi trop vite et que  $Q$  ne pourra rééquilibrer, la seule façon pour que l'équation de Fisher retrouve son équilibre, c'est par l'augmentation de  $P$  ; c'est-à-dire l'inflation.*

*L'Etat Algérien a fait recours à la planche à billet pour faire face à la crise financière qu'a traversé l'Algérie après la chute du prix du pétrole passant de 150 dollars (2013) à 30 dollars (2016). Les répercussions d'une telle baisse ont été néfaste sur le budget de l'Etat, ce dernier a eu des difficultés pour honorer ses engagements (paiement des créanciers « entreprises », travailleurs, importations...).*

---

<sup>2</sup> Dans cette équation, et quel que soit le régime économique, politique et idéologique,  $M$  est la quantité de monnaie,  $Q$  la quantité de biens et services produits et vendus (ou le nombre de transaction entre les agents économiques),  $P$  le niveau général moyen des prix et  $V$ , la vitesse de circulation des signes monétaires entre les agents économiques.

*Face à l'urgence et la gravité de la situation, le gouvernement a ordonné à la banque centrale de faire tourner la planche à billet afin de couvrir son déficit budgétaire. En 2017, ce dernier était de l'ordre de 2200 milliards de dinars, et la banque d'Algérie a créé 1800 milliards de dinars afin de couvrir 82 % de ce déficit et le reste est financé par les réserves de changes.*

### **1.1.La problématique :**

Le financement non conventionnel est source de débat. Certains avancent que cette politique non conventionnelle n'est pas une mauvaise solution. Dans le cas de l'Algérie le fait de faire fonctionner la planche à billet va permettre à l'Etat Algérien de réduire sensiblement son déficit budgétaire, de payer l'ensemble des entreprises, et de se débarrasser de ses dettes. Et cela dans le but de finaliser certains projets qui sont à l'arrêt, et de relancer la production, la croissance et réduire le chômage.

Dans ce contexte, nous formulons notre problématique sous la question suivante :

**L'augmentation de la masse monétaire suite au financement non conventionnel aura-t-il un impact sur l'inflation ?**

### **1.2.Objectifs de l'étude :**

- Exposer les amendements apportés par la loi sur la monnaie et le crédit n° 17-10 du 11 Octobre 2017.
- Evaluer les principaux indicateurs monétaires et indicateurs budgétaires durant la période 2011-2016.
- Voir l'impact du financement non conventionnel sur l'inflation.

### **1.3.Méthode et outils de l'étude :**

- **Les références de l'étude :** Afin de bien noter notre étude, nous nous sommes basés sur les rapports établis par les institutions nationales à savoir : l'Office National des Statistiques (ONS) et Banque Centrale d'Algérie. Ainsi que le rapport établi par le Fond Monétaire International FMI.

- **Les indicateurs de l'étude :** cette étude vise l'identification et l'analyse des indicateurs relatifs à la masse monétaire (M2), crédit à l'économie, Produit Intérieur Brut PIB, Ration de liquidité, taux de change, Taux d'intérêt.
  
- **La période d'étude 2011-2022 :**
  - **Janvier 2011- Juin 2014 :** ce qui caractérise cette période sont les revenus pétroliers élevés qui ont permis une reprise économique ainsi qu'une stabilité des dépenses publiques consacrées aux projets de développement général.
  - **Juillet 2014- Octobre 2017 :** durant cette période le prix du pétrole est passé de 110 dollars à 35 dollars ce qui représente une baisse de plus de 65%, ainsi qu'une déflation qui a touché la plupart des secteurs économiques.
  - **Novembre 2017- prévision 2022 :** l'adoption par l'Algérie du mécanisme du financement non conventionnel appelé aussi planche à billet par la délivrance de la loi sur la monnaie et le crédit n° 17-10 du 11 Octobre 2017, qui permet d'injecter une masse monétaire supplémentaire.

#### **1.4. Plan d'étude :**

- Le cadre conceptuel du Financement Non conventionnel ;
- Evaluer les Indicateurs Monétaires Durant la période 2011-2016 ;

## **2. CADRE CONCEPTUEL DU FINANCEMENT NON CONVENTIONNEL**

### **2.1. Définition du financement non conventionnel :**

Le financement non conventionnel octroi à l'Etat la permission de pouvoir utiliser les ressources de la Banque centrale pour pouvoir couvrir des obligations du trésor.

### **2.2. Définition de la planche à billets :**

La planche à billet représente un moyen par lequel, on se fait procurer de l'argent sans contrainte, ni contrepartie de production. La banque centrale (responsable de la gestion monétaire d'un pays) crée de la monnaie selon la demande de son gouvernement. Elle fait imprimer des billets en fonction du montant souhaité. Cette impression de billets se faisait

dans le passé, par une planche en bois sur laquelle est représentée un billet d'où l'appellation de la « planche à billet ».

La planche à billets au sens large peut prendre différentes formes on peut en citer quelques une:

- ✓ Forme historique : c'est l'émission arbitraire de billets ou de pièces, rognage de la monnaie, etc.
- ✓ « monnaie fondante » : c'est une monnaie qui se déprécie avec le temps obligeant ses détenteurs à s'en débarrasser à terme.
- ✓ « monnaie fiscale », elle permet à l'Etat le paiement de ses factures par de simples reconnaissances de dette.
- ✓ Assouplissement quantitatif : la nouvelle monnaie est destinée à certains marchés seulement.

### **2.3.Définition de la masse monétaire :**

Le concept de masse monétaire fut élaboré pour la première fois en 1975 par la Banque National Suisse (BNS), il comprend trois agrégats de tailles différentes. Ce concept fut révisé deux fois, la première fois en 1984, et la seconde en 1995.

Les agrégats monétaires se composent des éléments suivants (Sandra, Février 2007, P11) :

**Masse monétaire M1** = c'est l'agrégat le plus étroit, il désigne la monnaie au sens strict. Il se compose du numéraire en circulation billets et pièces de monnaies ainsi que les dépôts à vue détenues par les agents non financiers résidents.

**Masse monétaire M2** =  $M1 + \text{Dépôts d'épargne, carnets et livrets de dépôts dans les banques.}$

**Masse monétaire M3** =  $M2 + \text{dépôts à terme.}$

#### **2.4.Définition de l'inflation :**

L'inflation est définie comme la hausse continue et rapide du niveau générale des prix, une hausse cumulative et auto entretenue, mesurée par l'indice des prix à la consommation, une situation inflationniste correspond à une tendance durable de hausse de la moyenne des prix des biens et services composant l'indice. Elle se traduit aussi par la perte du pouvoir d'achat de la monnaie.

Pour Milton Friedman l'inflation est partout et toujours un phénomène monétaire. Il soutient que dans tout épisode inflationniste survenu, la source était un taux de croissance trop élevé de l'offre de monnaie. Il y joint à cette affirmation une condition, qu'il s'agisse d'un processus durable.

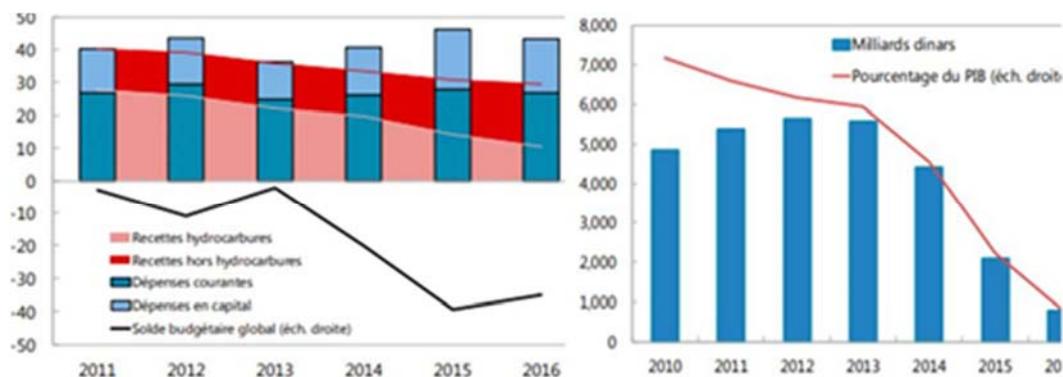
### **3. L'EVALUATION DES INDICATEURS MONETAIRES POUR LA PERIODE 2011-2016**

#### **3.1.Diagnostic global de situation budgétaire pour la période 2011- 2016 :**

La situation économique algérienne est très anxiogène. En dépit du fait qu'il ait eu une hausse de 21% en 2017 en comparaison avec 2016, la baisse des revenus des hydrocarbures s'avère très critique pour un pays dont l'essentiel des revenus provient de la fiscalité pétrolière. En effet les hydrocarbures représentent 98% des exportations, engendrent 70% des recettes fiscales et contribuent à 50% du PIB (Boualem, Janvier 2018, P23). On peut constater que la croissance du PIB réel a fléchi quelque peu, passant de 3,8% en 2015 à 3,5 % en 2016.

Il y a eu une réduction des dépenses globales en terme nominal de 3,6%, ce qui vaut à 5,8 % du PIB hors hydrocarbures. Cette réduction a été inférieure en terme nominal à celle prévue au budget de 9%, néanmoins, elle a permis la réduction du déficit budgétaire hors hydrocarbures, qui était de 37,1% du PIB hors hydrocarbures en 2015 et est passé à 28,9% en 2016. Le déficit global de 14% du PIB fut essentiellement financé en tirant sur l'épargne du Fond de régulation des recettes pétrolières qui a atteint son plancher statutaire en 2016 de 740 milliards de dinars, ainsi qu'en empruntant sur le marché intérieur. Toutefois le déficit budgétaire est resté important car les recettes des hydrocarbures restent en baisse.

**Figure 1:** Evolution du Solde Budgétaire et Fond de régulation budgétaire



**Source:** Le Conseil d'administration du FMI achève les consultations de 2017 au titre de l'article IV avec l'Algérie, Département de la Communication, FMI, 01 Juin 2017, P8.

### 3.2. Evaluation des indicateurs monétaires pour la période 2011-2016 :

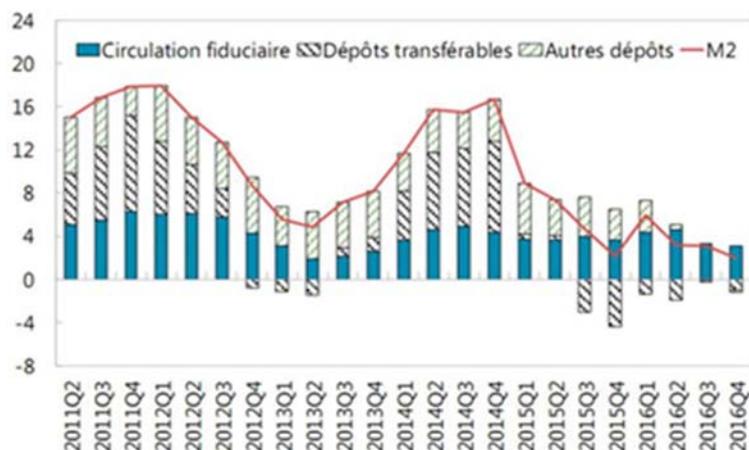
#### 3.2.1. Croissance et déterminants de M2

En 2016, on constate un ralentissement de la croissance de la monnaie au sens large, cela est dû à une baisse des dépôts bancaires, ainsi qu'une diminution des réserves obligatoires.

On constate que l'évolution des composantes de la masse monétaire M2 n'est pas aussi contrasté qu'elle fut en 2015. L'agrégat M1, enregistre une hausse de 1,6% en 2016 en raison de l'augmentation de la circulation fiduciaire (9,5%) et des dépôts auprès des CCP (7,4%) et ceux malgré une diminution des dépôts à vue dans les banques (-4,2%) et auprès du Trésor (-24,6%), alors que ce même agrégat avait reculé de 3,6% en 2015. Pour les liquidités quasi-monétaires (les dépôts à terme), on constate aussi une baisse, mais plus légèrement que les dépôts à vue, de 0,81% contre une hausse de 8,8% en 2015 (Banque d'Algérie, 2016, P95).

On constate d'après l'évolution des agrégats monétaires, qu'au final, contrairement à l'année 2015, la baisse des dépôts dans les banques résulte de celle des dépôts des secteurs hors hydrocarbures, ainsi que les dépôts des entreprises publiques. Elle nous démontre aussi qu'il y a une hausse tendancielle de la monnaie fiduciaire dans M2 qui était de 26,7% en 2014 puis à 30% en 2015 et pour finir elle passe à 32,6% à la fin décembre 2016.

Figure 2: Croissance et Déterminants de M2 2011-2016



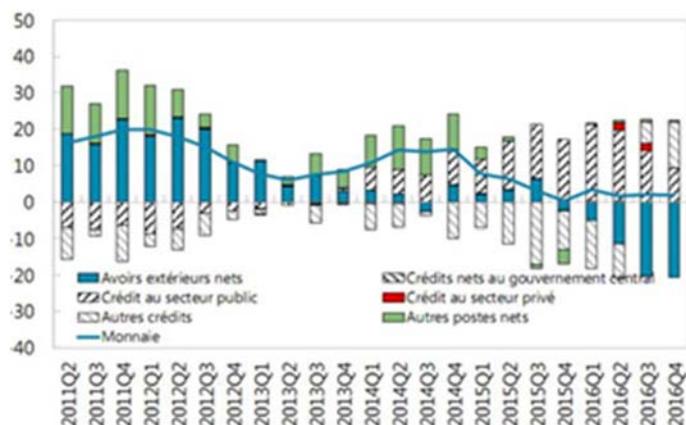
Source: Le Conseil d'administration du FMI, Op. cit. P8.

### 3.2.2. Contribution à la croissance de M2 :

Côté actifs, le net repli des avoir extérieur nets a causé un ralentissement de la croissance de la monnaie au sens large (FMI, 01 Juin 2017, P8).

La principale source de l'expansion monétaire (M2) en 2015 et 2016 est principalement dû aux crédits du système bancaires à l'Etat, ainsi que la forte érosion du FRR. En effet la conjonction de flux positifs liés à l'expansion des flux de crédits à l'Etat de 2115,3 milliards de dinars et des flux de crédit à l'économie pour 634,4 milliards de dinars (injection de liquidités monétaires) ainsi que les flux négatifs liées à la diminution des avoirs extérieurs nets (AEN) de 2779,4 milliards de dinars (destruction de liquidités monétaires) explique la très faible progression de la masse monétaire M2, 109 milliards de dinars en 2016.

Figure 3 : Contribution à la croissance de M2 2011-2016

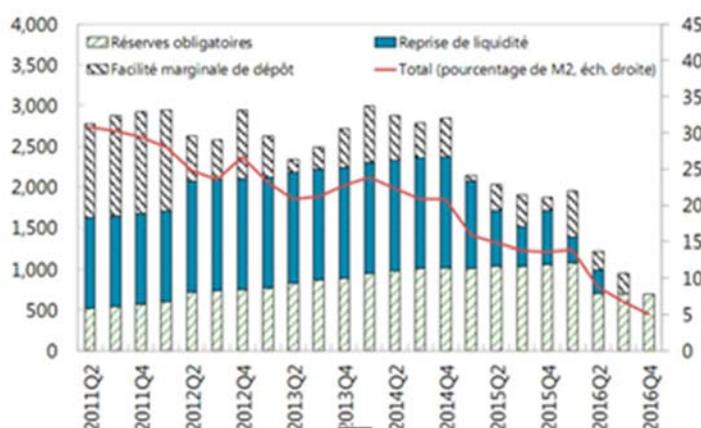


Source: Le Conseil d'administration du FMI, Op. cit. P8.

### 3.2.3. Gestion de liquidité

L'évolution des facteurs autonomes (ponctions et injections), s'est traduite par un amenuisement de la liquidité bancaire de 1011,7 milliards de dinars, et ceux en dépit du refinancement de la Banque d'Algérie (injection) à partir d'Août 2016 pour faire face à la tendance baissière de l'excès de liquidité bancaire, qui est lié principalement au fait que les montants des ponctions de liquidité sont devenus supérieurs aux montants des apports de liquidité (Banque d'Algérie, 2016, P98).

Figure 4: L'évolution de liquidité 2011-2016



Source: Le Conseil d'administration du FMI, Op. cit. P8.

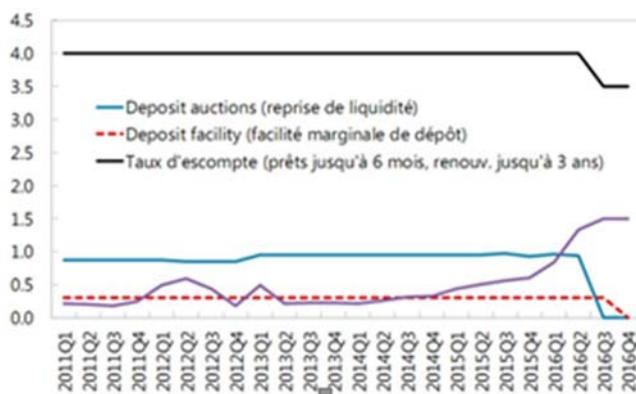
### 3.2.4. Taux d'intérêt

A partir de février 2015, la Banque d'Algérie :

- Après avoir réduit graduellement le seuil de reprise de liquidité a suspendu cette dernière et a ramené à zéro la rémunération des opérations de facilités de dépôts. Ce qui a poussé les banques à offrir leurs excédents de ressources sur le marché monétaire interbancaire ;
- A baissé le taux de réserves obligatoires est passé de 12 à 8% en 2016 ;
- C'est préparer à lancer les opérations d'Open Market début 2017, et a réactivé les opérations de réescompte d'effets privés et publics et a baissé son taux passant de 4 à 3,5 %.

Par ce nouveau taux la Banque d'Algérie signal aux acteurs du marché du crédit, de l'engagement de l'autorité monétaire à promouvoir davantage le financement sain de l'investissement, combiner à la prudence requise dans un contexte de risque d'une poussée inflationniste.

**Figure 5:** L'évolution du taux d'intérêt 2011-2016



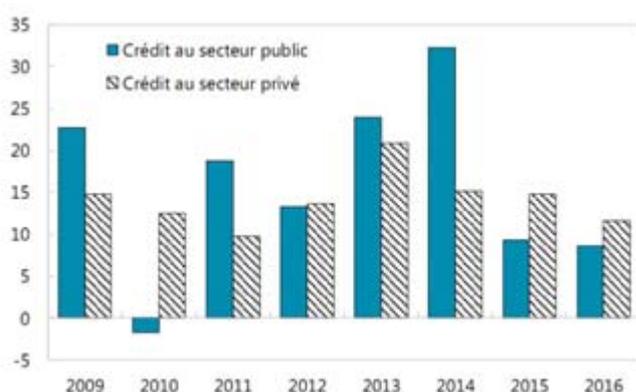
**Source:** Le Conseil d'administration du FMI, Op. cit. P8.

### 3.2.5. Croissance des crédits

En se basant sur la situation monétaire consolidée, ainsi que les secteurs juridiques et institutionnels ; on constate que les crédits octroyés aux entreprises publiques, hors rachats de créances non performantes, est estimé à 3954 milliards de dinars à la fin 2016, elle est en progression de 7,2% contre 3957,1 milliards de dinars de crédits accordés au secteur privé (entreprises et ménages), soit une augmentation de 10,3% ; de ces évolution on constate une très légère hausse de la part des crédits au secteur privé dans le total des crédits à l'économie, qui sont passé de 49 ;3% en 2015 à 50% en 2016.

En ce qui concerne les crédits au secteur privé, les crédits accordés aux ménages, qui sont pour l'essentiel des crédits hypothécaires, ont atteint 536,6 milliards de dinars fin décembre 2016 alors qu'ils étaient de 465,1 milliards de dinars à la fin de 2015, soit une expansion de 15,4%.

**Figure 6:** Croissance des crédits 2009-2016



**Source:** Le Conseil d'administration du FMI, Op. cit. P8.

## 4. LA PROBLEMATIQUE DE GESTION DE LA MASSE MONETAIRE INJECTEE :

### 4.1. Les amendements apportés à la loi sur la monnaie et le crédit

Les indicateurs budgétaires nous indique une situation critique en terme de financement ce qui a poussé le gouvernement à adopter le financement non conventionnel en portant des amendements à la loi sur la monnaie et le crédit.

La première loi sur la monnaie et le crédit remonte à Avril 1990. Elle fut élaborée par le gouvernement afin de moderniser le fonctionnement de la Banque d'Algérie. Elle fut amendée par deux fois la première en 2003 pour devenir l'Ordonnance sur la monnaie et le crédit et la seconde fois en 2010 (Lounes, 04 Septembre 2017).

Conformément à la loi n° 17-10 du 11 octobre 2017, le Trésor public peut durant les 5 ans suivis la date d'exécution de la dite loi bénéficier des services financiers de la Banque Centrale tel que les prêts et avances, mais le Trésor sera en mesure de collecter aussi des ressources financières par le biais de nouveaux mécanismes directement et sans limites traditionnelles fixées par la Loi sur la monnaie et le crédit, comme suit (Djawadi, 13 Septembre 2017) :

- L'article 78 de la loi sur la monnaie et le crédit limite les effets des finances publiques sur la monnaie dans l'année en plafonnant le montant des avances de la Banque d'Algérie au Trésor à 10% des recettes fiscales ordinaires de l'exercice écoulé et pour une durée totale de 240 jours, le tout devant être remboursé avant la fin de chaque exercice ;
- La Banque centrale n'est pas autorisée à acheter des bons du Trésor car l'article 93 de la loi sur la monnaie et le crédit institue la réserve obligatoire permettant à celle-ci de réguler la liquidité des banques, toutefois la nouvelle modification lui permettra d'acheter des bons du Trésor contrairement à ce qui a été fait précédemment.
- La banque centrale est un opérateur économique indépendant qui gère le marché monétaire en fonction des méthodes d'investissement en vigueur. Cette situation a empêché cette dernière d'acquiescer des « bons de trésor » en vue de son mauvais état « actifs de moindre qualité ». Toutefois avec le financement non conventionnel adopté, la banque d'Algérie pourra acheter les actifs financiers du Trésor algérien quel que soit le risque associé, et prolongera la durée de ses emprunts.
- La banque centrale ne peut émettre d'argent supplémentaire en circulation si ce n'est en fonction de calculs économiques précis sur l'état de l'économie selon la loi sur la monnaie et le crédit. Toutefois avec le nouvel amendement, cette dernière élimine cette restriction et est en mesure de faire la planche à billets pour répondre aux besoins du Trésor public.

**4.2.La masse monétaire injectée :**

La planche à billet tourne à grande vitesse. En effet, L'Algérie a imprimé 1800 milliards de dinars pendant l'année 2017 pour couvrir le déficit budgétaire. Ces chiffres ont été communiqués par le ministère des Finances

**Tableau 1 :** l'évolution prévisionnelle de la Masse Monétaire 2014-2022 (Milliard dinars algérien)

éléments	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Monnaie et Quasi-monnaie (M2)	13,66	13,70	13,94	14,95	15,59	16,38	17,29	18,36	19,47
Dépôts exclu Sonatrach	12,83	13,21	13,44	14,26	14,89	15,66	16,50	17,50	18,58
Monnaie	9,58	9,26	9,54	10,12	10,56	11,11	11,71	12,41	13,18
Quasi-monnaie	4,08	4,44	4,40	4,82	5,02	5,27	5,58	5,94	6,29

**Source :** le conseil d'administration du FMI, Op. cit. P33

Ce dernier a expliqué que les besoins de financement de notre pays s'élevaient à 570 milliards de dinars (5,5 milliards de dollars) en 2017, à 1815 milliards de dinars (18 milliards de dollars) en 2018 et à 580 milliards de dinars (5,6 milliards de dollars) en 2019 (Semmar, 14 Décembre 2017).

**Tableau 2 :** l'évolution prévisionnelle des indicateurs monétaires 2014-2022

Eléments	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Monnaie et quasi-mon (M2)	14,4	0,3	1.8	7.2	4.3	5.1	5.5	6.2	6.1
Dont : Monnaie	16,1	-3,3	3.0	6.1	4.4	5.2	5.4	6.0	6.2
Crédit à l'économie	26,0	11,3	9.8	6.0	2.0	5.2	7.9	9.2	8.9
Dont : secteur privé	15,1	14,8	11.6	6.9	2.9	6.3	9.1	10.4	10.1
Ratio liquidité (moy M2/PIB)	79,4	82,6	81.6	79.5	79.5	79.9	80.1	80.3	80.4
Vitesse M2	1,259	1,211	1.225	1.258	1.258	1.252	1.248	1.246	1.243
Crédit à l'économie/PIB	38,4	44,3	47.3	45.5	44.5	44.8	45.9	47.3	48.7

**Source :** le conseil d'administration du FMI, Op. cit. P 33.

Et afin d'éviter les inconvénients de la planche à billet sur l'économie nationale, tels que l'augmentation du niveau de pression inflationniste et la diminution du pouvoir d'achat des citoyens, les experts ont cité des nouveaux mécanismes de la gestion de la masse monétaire dans le cadre du financement non conventionnel.

#### **4.3. Les nouveaux mécanismes de la gestion de la masse monétaire Injectée:**

on peut distinguer trois catégories de mesures non conventionnelles selon les recherches antérieures (Jean, le 12 Mars 2018):

- Contrôle des anticipations.
- Financement directe de l'économie par achat de titres (CreditEasing).
- Augmentation directe de la quantité de monnaie en circulation (Quantitative Easing).

Pour l'Algérie, les nouveaux mécanismes proposés sont principalement liés à trois facteurs centraux (Djawadi, 20 Septembre 2017):

- Le taux de surimpression "le volume de la masse monétaire nationale à imprimer": tant que le gouvernement n'a pas précisé officiellement le volume de la masse monétaire qui sera émise du dinar algérien, ainsi qu'il n'a pas précisé ni annoncé les critères qui seront retenus pour déterminer la taille de ce bloc, ce facteur reste improbable, ce qui rend prématuré les effets négatifs.
- Le volume réel délibérant et non pas le volume nominal de la masse monétaire imprimée: Compte tenu du niveau élevé de la monnaie nationale par les opérateurs économiques et consommateurs algériens en dehors du système financier formel, on émerge le "Piège de liquidité économique", qui empêche la survie de cette masse sur le marché pour jouer son rôle traditionnel et augmente l'inflation, d'autant plus que les chiffres indiquent qu'entre 35% et 45% de la masse monétaire en Algérie est située en dehors du système bancaire formel, cette valeur est estimée par l'ex Premier ministre à 37 milliards de dollars, tandis que certains sont allés à 60 milliards de dollars. Ces chiffres ne sont que des tensions qui ne reflètent pas précisément la taille du phénomène du fait de la fragilité du système statistique algérien et de la faiblesse des outils d'estimation adoptés.

- Le taux de croissance du volume des transactions commerciales sur le marché intérieur dans la mesure où il peut absorber l'impact négatif de cette nouvelle masse: Ce facteur est attendu, la banque centrale est obligée d'émettre beaucoup plus de monnaie correspondant à la croissance du volume des transactions au sein de l'économie nationale algérienne, ce qui garantit l'équilibre entre la croissance des échanges et la demande sur la monnaie. Ainsi, à la lumière de cet excès, la planche à billet est une mesure nécessaire pour éviter le ralentissement économique.
- Encadrer un mécanisme efficace pour attirer la masse monétaire à court d'argent vers les concessionnaires et la population dans son ensemble.

## 5. CONCLUSION:

L'augmentation de la masse monétaire ou la création d'une monnaie artificielle sans qu'il y ait en contrepartie de la production vas créer un déséquilibre ce qui engendrera de l'inflation, ce qui peut ouvrir la porte à une vraie surenchère financière.

Cette forte inflation réduit sensiblement la valeur de la monnaie, le pouvoir d'achat, la consommation, la demande, la croissance du PIB par habitant, la production et enfin la croissance économique. La planche à billet conduit l'économie vers une spirale destructrice et selon les économistes algériens, l'Algérie doit se préparer à une inflation à quatre chiffres, alors que l'inflation est actuellement estimée à 7%.

En effet, si une plus grande quantité d'argent circule dans l'économie algérienne sans contrepartie de création de richesse, c'est la valeur de la monnaie qui devient moindre.

Parallèlement, l'augmentation de la masse monétaire alimente la spéculation sur toutes sortes d'actifs et les mal-investissements. Cet argent créé est qu'un bénéfice capté par une oligarchie financière et un capitalisme de connivence, car la planche à billets profite d'abord à ceux qui sont bien placés pour recevoir le « nouvel argent » (effet Cantillon) et l'investir sur les marchés.

De ce qui précède plusieurs économistes algériens préconisent que la Banque d'Algérie doit favoriser le marché financier au lieu d'imprimer des billets pour répondre aux besoins du trésor. Car les conséquences d'un tel mode de financement ne peuvent être que catastrophique pour l'économie algérienne, surtout en terme d'inflation.

**REFERENCES:**

1. Abdou Semmar. (14 Décembre 2017). "Planche à billets: l'Algérie va imprimer l'équivalent de 30 milliards de dollars de nouveaux billets de banque", Article publié sur algeriepart.com.
2. Boualem Aliouat. (Janvier 2018), « La monnaie, le crédit et l'adoption du financement non conventionnel, s'ils sont nécessaires, ne changeront pas tout ». Revue de presse. Forum des Chefs des Entreprises (FCE). Algérie.
3. Eric. Vasseur, L'économie en 50 fiches, ELLIPSES, Paris, 2011
4. Frederic Mishkin, Monnaie, banques et marchés financiers, PEARSON Education, 9e édition.
5. Hakim Ould Mohamed (23/10/2017). "**Financement non conventionnel : Unbesoin de 1800 milliards de dinars en 2018**". Reporters: Quotidien national d'information N°1518.
6. Hamza FEKIR, Bachir BOULENOUAR, (2015) Ciblage d'inflation et performances économiques des banques centrales. Revue algérienne d'économie et gestion. 8(2).181-203. <https://www.asjp.cerist.dz/en/article/6789>
7. Jean François Goux. (12 Mars 2018). « La planche à billets ». Article publié sur: monnaie-finance.com, le 01 Avril 2016.
8. La loi n° 17-10.(11 octobre 2017). Journal Officiel de la République Algérienne Démocratique et Populaire. n° 57.
9. Lounes Guemache. (04 Septembre 2017). « Pourquoi Ouyahia veut amender l'Ordonnance sur la monnaie et le crédit ». Article publié sur TSA Algérie.
10. Nouredine Djawadi. (13 Septembre 2017). « Sources de financement non conventionnel pour le Trésor algérien: Les mécanismes de financement modernes dans une économie traditionnelle ! ». Article publié sur: altahrironline.com.
11. Nouredine Djawadi. (20 Septembre 2017). « La planche à billet est un mécanisme efficace et n'a pas nécessairement d'effets négatifs sur l'économie ou sur le pouvoir d'achat du citoyen algérien ». Article publié sur: altahrironline.com.
12. Olivier Hubert, « **Faut-Il Faire Tourner La Planche à Billets ?** ». (Décembre 2011). Revue ETOPIA.
13. Rapport annuel de la Banque d'Algérie.(2016).

14. Rapport FMI. (01 Juin 2017). « Le Conseil d'administration du FMI achève les consultations de 2017 au titre de l'article IV avec l'Algérie ». Département de la Communication. FMI.
15. Sandra Balmer. (Février 2007). « **Monnaie centrale et masses monétaires M1, M2 et M3** », Banque nationale suisse. Fotorotar AG. CH-8132 Egg/ZH.
16. « **What is non-conventional finance ?** ». (20/03/2018). The Law Dictionary. Featuring Black's Law Dictionary Free Online Legal Dictionary 2nd Ed thelawdictionary.org.